



Département de la
Seine-Maritime

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/06/2016

Publication : 30/06/2016

Le Maire,
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

D.2016.06/21

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 27 juin 2016

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	25
Nombre de Pouvoirs	7
Nombre de Votants	32

Extrait de la délibération affiché le **28 juin 2016**.

L'an deux mille seize, le **27 juin** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **20 juin 2016**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Gilbert **FOURNIER**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU** (jusqu'à 20h), Jean-Pierre **QUEMION**, Philippe **KWIATKOWSKI**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Marie-Christine **BASSET**, Frédéric **PATROIS**, Valérie **LEDOUX**, Estelle **FERON**, Stéphanie **ONFROY**, Alexandre **MORA**, Juliette **LOZACH**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Nordine **HASSINI**, Aurélien **LECACHEUR**.

Excusés ayant donné pouvoir

Olivier **LARDANS** (Pouvoir à Dominique **THINNES**), Emmanuel **DELINEAU** à partir de 20h (Pouvoir à Virginie **LAMBERT**), Gérard **DELAHAYS** (Pouvoir à Valérie **LEDOUX**), Marie-Paule **DESHAYES** (Pouvoir à Nicole **LANGLOIS**), Sophie **CAPELLE** (Pouvoir à Stéphanie **ONFROY**), Karine **LOUISET** (Pouvoir à Daniel **FIDELIN**), Pascal **DUMESNIL** (Pouvoir à Jérôme **DUBOST**).

Absent excusé

Gilles **LEBRETON**.

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance **à l'unanimité**.

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 27 juin 2016

2016.06/21

URBANISME - Subvention à « l'Association de défense des Victimes de l'indice 096 » - Attribution

M. Dominique THINNES, Adjoint au Maire. - Le 26 décembre 2012, un « effondrement » a été constaté par les propriétaires de la parcelle située au 22 rue Supervielle. Aussitôt, le CETE Normandie Centre est intervenu pour interdire la présence de toute personne dans un rayon de 10 mètres autour de cette cavité qualifiée d'indéterminée, c'est-à-dire dont l'origine naturelle (bétoire) ou anthropique (marnière, cailloutière, puits...) n'est pas avérée. De plus, en urbanisme, un rayon d'inconstructibilité de 60 mètres a été préconisé autour de cette cavité.

A ce jour 15 propriétaires sont touchés par le périmètre de cette cavité, dont un parc de la Ville de Montivilliers (38,92% de l'emprise du rayon d'inconstructibilité).

Afin de caractériser le risque, 15 forages doivent être réalisés dans le périmètre de la cavité à 35-40 mètres de profondeur. Le montant de cette étude a été évalué à 9 405 € HT soit 11 286 € TTC. Il est important de souligner le fait que cette étude n'a pas pour objet le comblement de la cavité mais bien sa qualification.

Dans un premier temps il était entendu que la Ville soit membre de l'association qui allait se constituer. Toutefois, dans un tel cas aucune subvention auprès du Département de la Seine Maritime ne pouvait être demandée. Il a donc été convenu que la Ville statuerait sur une éventuelle subvention suite à l'accord du Département.

Par courrier en date du 18 avril 2016, le Département de la Seine-Maritime a octroyé à l'association une subvention de 3 009 €.

La commission urbanisme / développement économique, réunie le 8 juin 2016, a émis un avis Favorable à l'unanimité quant à l'octroi d'une subvention exceptionnelle à l' « Association de défense des Victimes de l'indice 096 ». Elle a **proposé d'octroyer une subvention à hauteur du pourcentage de la propriété Ville**, à savoir 38.92% des dépenses, **une fois la subvention du Département déduite**, soit (38.92 % de (11 286€ – 3 009 €)) **3 221,41 €**.

Il est important de souligner que cette décision revêt un caractère exceptionnel et est motivée par le fait que la Ville est un propriétaire très impacté par cet indice ponctuel. De plus, ces éléments n'engagent la Ville que pour la partie étude ci-avant et non pour d'autres études complémentaires ou pour des phases de travaux.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL

VU le code général des collectivités territoriales ;

CONSIDERANT

- que la Ville est un propriétaire très impacté par le rayon d'inconstructibilité de cet indice ponctuel ;

Sa commission municipale, urbanisme et développement économique, réunie le 08/06/2016 consultée ;
Vu le rapport de M. l'Adjoint au Maire, en charge de l'urbanisme, de l'habitat et de la commande publique ;
Après en avoir délibéré,

DECIDE

- d'attribuer cette subvention exceptionnelle à l'association pour la réalisation des forages.

Imputation budgétaire
Exercice 2016
Sous-fonction et rubriques : 810
Subventions : 20422
Montant de la dépense : 3 221.41 euros

Le Conseil Municipal adopte le rapport présenté ci-dessus à l'unanimité.

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait conforme au registre dûment signé.*



Le Maire